



## LE RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

→ [www.food-security.net](http://www.food-security.net)



# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

## COMMUNIQUÉ

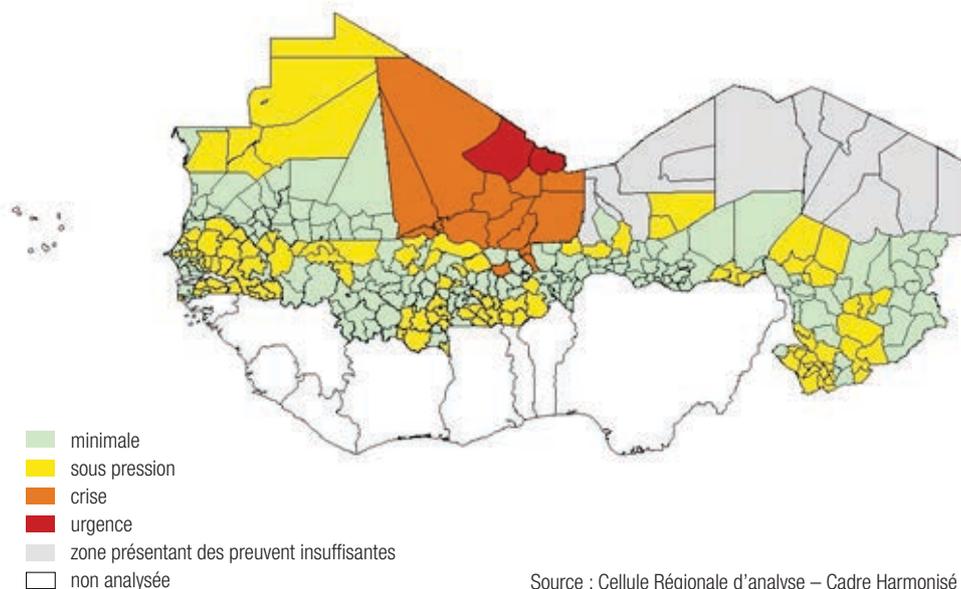
RÉUNION RESTREINTE DU RPCA, PARIS, 8-9 AVRIL 2013

**Malgré une récolte globalement bonne au Sahel et en Afrique de l'Ouest, la situation alimentaire et nutritionnelle reste précaire par endroit.**

**LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE** brute de la campagne 2012-13 au Sahel et en Afrique de l'Ouest, révisée en mars 2013, est estimée à 54,6 millions de tonnes, soit une hausse de 10 % par rapport à 2011-12 et de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2007-12). Tous les pays, à l'exception du Nigeria (-8 %) et de la Gambie (-17 %), ont connu un accroissement de leur production par rapport à la moyenne quinquennale.

Dans les pays sahéliens, la production céréalière estimée à 22,5 millions de tonnes est en hausse de 37 % par rapport à 2011-12 et de 34 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le Tchad et la Mauritanie enregistrent une hausse de production de plus de 50 % par rapport à l'année dernière.

Classification de l'insécurité alimentaire, mars 2013



Source : Cellule Régionale d'analyse – Cadre Harmonisé

La production régionale de manioc et d'igname estimée à 122 millions de tonnes reste proche de la moyenne quinquennale et la production de légumineuses (arachide et niébé) est en hausse. La disponibilité en fourrages et produits forestiers non ligneux s'est améliorée.

**L'AUGMENTATION DE L'OFFRE** sur les marchés depuis la fin des récoltes a engendré une baisse significative des prix de septembre 2012 à janvier 2013. Cependant, le niveau des prix est resté plus élevé que la moyenne quinquennale, notamment pour le mil dont le prix est de 30 à 45 % plus élevé que cette moyenne au Niger (Maradi et Zinder) et au Nigeria (Kano). Dans les zones structurellement déficitaires du nord du Mali et du Niger et la région sahélienne du Burkina Faso, des prix de 20 % à 55 % supérieurs à la moyenne quinquennale ont été observés. Les termes de l'échange bétail/céréale se sont globalement améliorés, excepté localement au Mali et au Niger ainsi qu'au centre-ouest du Tchad. Les termes de l'échange entre les cultures de rente et les céréales sont actuellement favorables pour les producteurs de coton, niébé et arachide et des cultures de contre-saison.

**LES ÉCHANGES COMMERCIAUX** sont globalement fluides dans la région. Toutefois, l'insécurité qui sévit au nord du Mali et au Nigeria perturbe les flux de céréales et de bétail entre les zones de production et de consommation. Ces troubles sociaux et politiques risquent d'engendrer de fortes pressions sur le marché régional et de pousser davantage les prix à la hausse. Les mauvaises récoltes au nord et au centre du Nigeria exercent également une pression sur les prix et une surveillance des marchés transfrontaliers est nécessaire.

**L'ACCÈS À L'ALIMENTATION** des ménages les plus vulnérables, déjà fragile, risque de s'aggraver durant la période de soudure étant donné le niveau élevé des prix. Selon les informations fournies par les pays, près de 1,6 million de personnes sont en insécurité alimentaire sévère<sup>1</sup> et auront besoin d'une assistance immédiate, avant le début de la soudure 2013. La malnutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest reste une question préoccupante en raison des taux de malnutrition chronique supérieurs à 40 % dans certaines zones et des taux de malnutrition aiguë globale qui dépassent régulièrement le seuil critique de 15 % dans certaines régions du Niger, du Tchad, du Sénégal, de la Mauritanie, de la Guinée et du Nigeria.

**L'ANALYSE DE LA VULNÉRABILITÉ** utilisant le Cadre harmonisé dans six pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) montre que la région de Kidal au Mali est en phase d'urgence en raison de la persistance des conflits qui entravent les activités socio-économiques et les échanges commerciaux. Les régions du nord du Mali (Gao et Tombouctou), la province de Seno du Burkina Faso et les départements de Tilabéri et Téra au Niger sont en phase de crise en raison d'une consommation alimentaire faible, de taux élevés de malnutrition et de l'érosion des moyens d'existence des populations locales. Pour l'ensemble de ces zones, des actions humanitaires immédiates sont requises. Dans les autres zones de ces pays, des régions sont en phase « sous pression » et « minimale » et leur population nécessite un appui visant à protéger et renforcer leurs moyens d'existence et favoriser leur accès à l'alimentation. Les membres du RPCA soulignent la gravité de la situation humanitaire et les perspectives alarmantes dans le septentrion malien et ses pays limitrophes qui subissent les contrecoups de la crise. La mobilisation des ressources pour la relance économique et la reconstruction au Mali ne devrait pas entraver les actions humanitaires urgentes. Par ailleurs, dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle reste nécessaire, notamment dans la bande frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Liberia ainsi qu'au nord et au centre du Nigeria où les moyens d'existence doivent être renforcés.

<sup>1</sup> Le Nigeria, la Guinée-Bissau et la Guinée n'ont pas soumis de chiffres et ne sont donc pas inclus. Le Mali n'est pas inclus non plus car le chiffre fourni ne différencie pas l'insécurité alimentaire sévère de l'insécurité alimentaire modérée.

Tenant compte de ce qui précède, **LE RPCA RECOMMANDE** de :

- Poursuivre les interventions d'assistance et de renforcement des moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres, y compris des réfugiés, des déplacés et des populations hôtes, affectés par la crise alimentaire de 2012, l'insécurité au nord du Mali et au nord du Nigeria, les prix élevés des denrées alimentaires et les impacts des inondations ;
- Accélérer la reconstitution des stocks publics et communautaires avant fin avril 2013 ;
- Renforcer les plans de lutte contre la malnutrition et mener une analyse approfondie multisectorielle sur la situation de la malnutrition aiguë et chronique ;
- Renforcer les initiatives de résilience pour les populations vulnérables. À cet effet, les membres du RPCA recommandent d'accélérer la mise en place d'une cellule technique d'appui à la mise en œuvre de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) et d'engager ce processus dans quelques pays volontaires dans les prochains mois ;
- Mobiliser les financements nécessaires pour répondre aux besoins immédiats et de long terme identifiés dans le plan stratégique conjoint Sahel.

## À PROPOS DU RPCA

Le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) est une plateforme internationale de concertation et de coordination s'appuyant sur le leadership politique des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA. Il est animé par le CILSS avec l'appui du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Créé en 1984, son action repose sur des concertations, dialogues et analyses. Elle renforce la cohérence et l'efficacité globale des interventions des parties prenantes par le biais de l'application de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires. Le réseau réunit les trois organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA, CILSS), les systèmes d'informations régionaux et internationaux, les agences de coopération bi- et multilatérales, les agences humanitaires et ONG internationales ainsi que les organisations professionnelles agricoles et de la société civile et du secteur privé.

[www.food-security.net](http://www.food-security.net)



Fait à Paris, le 9 avril 2013, le RPCA



**Adresse du CILSS** Secrétariat exécutif du CILSS  
03 BP 7049 Ouagadougou 03  
Burkina Faso

**Courriel** [cilss.se@cilss.bf](mailto:cilss.se@cilss.bf)  
[hamadoun@cilss.bf](mailto:hamadoun@cilss.bf)

**Adresse du Club** CSAO/OCDE  
2, rue André Pascal  
F-75775 Paris, Cedex 16

**Courriel** [swac.contact@oecd.org](mailto:swac.contact@oecd.org)  
[sibirijeane.zoundi@oecd.org](mailto:sibirijeane.zoundi@oecd.org)